

Mondialisation.ca

Centre de recherche sur la mondialisation

English

italien

español

srpski

português

العربية

Deutsch

[www.mondialisation.ca](#)
[Concernant le CRM](#)
[Contact](#)
[Devenez membre](#)
[Magasin en ligne](#)

Le 5 mai 2012

Crise sociale et lutte étudiante au Québec

AFGHANISTAN : Le massacre de dix-sept enfants et la diversion d'Obama

par James Petras

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole,Gaz de schiste,
- Energie Transnationales
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au terrorisme
- Droits humains et État de droit
- Loi et Justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web

GlobalResearchTV

GRTV GLOBAL RESEARCH TV

Mondialisation.ca, Le 4 mai 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)

Imprimer cet article

Share Tweet

Le massacre de dix sept citoyens Afghans le 11 mars dernier, incluant au moins neuf enfants et quatre femmes, soulève beaucoup de questions fondamentales sur la nature d'une guerre coloniale, les pratiques d'une armée coloniale engagée dans une occupation prolongée (onze ans) et le caractère d'un empire qui augmente considérablement la prise de mesures arbitraires et dictatoriales pour s'assurer la complaisance de l'opinion publique et supprimer tout désaccord.

Après le froid et sanglant massacre de dix sept villageois afghans dans la province de Kandahar, l'armée US et le très complice régime d'Obama ont conçu une opération de désinformation élaborée, exposant l'Administration à des charges de conspiration pour avoir dissimuler des faits essentiels, falsifiant les données et entravant la justice. Tous sont passibles d'accusations criminelles et de poursuites judiciaires selon la procédure qui vise les hauts-fonctionnaires US (l'Impeachment).

Ce massacre n'est qu'un parmi plusieurs centaines d'autres commis par les forces armées US selon le président afghan Hamid Karzaï. Cela pourrait ruiner la présidence Obama, un procès contre lui pourrait être intenté pour entrave à la justice et il pourrait même être envoyé en prison pour crimes de guerre.

Les mensonges délibérés d'Obama à propos des « évènements » concernant le massacre et la responsabilité fondamentale de l'état major pour les crimes commis par leurs troupes soulignent l'échec de l'occupation de l'Afghanistan, la pièce maîtresse de la politique guerrière d'Obama. Le président US a personnellement joué un rôle dans la dissimulation de cette affaire. D'un point de vue politique, la charge de conspiration contre l'exécutif a des implications plus profondes et plus sauvages que le massacre lui-même, si horrible soit-il.

Le massacre, la version officielle (1ère du nom) et la dissimulation

Selon commandement militaire US en Afghanistan et le régime d'Obama, le 11 mars 2012, à 3 heures du matin, un « soldat dérangé » est sorti d'une base spéciale dans la province rurale de Kandahar et, sans ordre de son commandement, est entré dans deux villages séparés de 3,2 kilomètres, a ouvert le feu et tué dix-sept civils non-armés, pour la plupart des femmes et des enfants, et blessé un nombre non-communicué de villageois ; puis il a arrosé leurs corps avec de l'essence, y a mis le feu

pour ensuite retourner à la base militaire afin de se rendre à ses supérieurs.

Cette « reddition », clame le Pentagone, a été enregistrée sur une vidéo et pas moins que le Président Barack Obama a attesté de l'authenticité de cette preuve concluante pour l'histoire de ce soldat dérangé et tueur de foules. Le commandement militaire a rapidement expédié le meurtrier sans nom hors d'Afghanistan, l'a incarcéré dans la prison de très haute sécurité de Fort Leavenworth, Kansas, et l'a identifié seulement après comme un homme de trente-huit ans, ayant reçu plusieurs décorations au cours de ses onze années de bons et loyaux services : le Sergent Robert Bales.

Les États-Unis ont repoussé toutes les tentatives du président afghan, du chef de l'armée afghane et des membres du Parlement qui voulaient interroger le Sgt Bales afin d'avoir son témoignage et de l'emmener devant un tribunal afghan.

Selon une enquête parlementaire afghane indépendante menée par Sayed Ishaq Gillami, et les enquêtes initiales du Général Sher Mohammed Karimi de l'armée afghane, qui ont interrogé les habitants des deux villages, il y a de singulières contradictions dans la version officielle défendue par l'armée US et le président Obama. Des témoins oculaires ont soutenu que plus de vingt soldats étaient impliqués, aidés par un hélicoptère. Ce qu'ils ont décrit ressemblait à un raid de nuit américain typique, qui induit systématiquement la démolition des portes de maisons, le réveil brutal des familles endormies et l'exécution des ses victimes.

Gordon Duff, éditeur renommé de Veterans Today, trouve la version des villageois très plausible pour les raisons suivantes : les villages, où les meurtres ont été perpétrés, étaient séparés de deux miles (3,2 km), ce qui rend très improbable qu'un soldat seul, armé jusqu'aux dents, puisse porter un jerrycane de plusieurs dizaines de litres d'essence depuis sa base jusqu'au premier village endormi, fracasse des portes de maisons, commette dix-sept meurtres, arrose et brûle ses victimes pour ensuite gagner, trois kilomètres plus loin, le second village, tire, tue et brûle d'autres villageois non-armés puis retourne à sa base pour finalement se rendre.

Il paraît beaucoup plus plausible qu'une troupe des Forces Spéciales, lourdement armée, engagée dans une opération de « pacification » de village, ait quitté sa base dans des véhicules militaires, ait passé le pont aux premières lueurs du matin comme lors d'une opération de routine autorisée par leurs supérieurs et que les choses aient mal tourné. Ce qui était supposé n'être qu'un habituel raid de nuit dans un village pacifié pour rechercher d'éventuels sympathisants du régime taliban, s'est transformé en massacre d'enfants et de leurs mères dans leurs lits avec, virtuellement, aucun homme (maris, pères, oncles ou frères) auprès d'eux pour les protéger. Il n'est effectivement pas rare que les paysans afghans cachent des armes dans leurs maisons. Mais ces villages avaient été désarmés par les Forces spéciales et les hommes étaient absents : soit ils avaient déjà été emprisonnés dans des rafles précédentes, soit ils se cachaient pour ne pas justement que leurs femmes et enfants subissent de telles opérations.

Quelles que soient les raisons de cette effroyable tuerie de femmes et d'enfants en chemises de nuit, dans ces deux villages de Kandahar, une chose est claire : le président des États-Unis a comploté avec son état major pour tromper la justice en dissimulant un atroce crime de guerre, ce qui est hautement répréhensible par « l'impeachment ».

Quand l'irrationalité de la première version officielle est devenue dangereusement évidente au plus superficiel des observateurs, l'équipe de « couverture » d'Obama a lancé une nouvelle version le 26 mars : selon celle-ci, le solitaire et dérangé sergent Bales a commis le premier massacre à l'aube du 11 mars, est rentré à la base pour le petit déjeuner, a mangé, puis s'est dirigé vers le second village pour une deuxième volée de meurtres en série et est enfin rentré pour se rendre à ses supérieurs et poser dans la vidéo de ses aveux.

Pourquoi la couverture d'Obama : le moral des troupes et la guerre en Iran.

Pourquoi le président Obama se serait-il engagé dans une si maladroite affaire, minant un peu plus les relations avec le président Karzaï, son état major et surtout le peuple Afghan ? Pourquoi aurait-il risqué les charges de conspiration pour protéger des criminels de guerre en insistant sur un mensonge aussi facilement réfutable ?

L'histoire de l'assassin présumé, le Sgt Bales, fournit de larges hypothèses à propos de la crise à laquelle fait face cette armée impériale. Bales est un soldat décoré pour trois faits d'armes en Irak et plus récemment pour son affectation afghane où il aurait participé à des opérations similaires de « pacification spéciale » parmi des civils dans la campagne de l'Afghanistan. Dans les jours qui ont suivi l'annonce des nouvelles à propos du massacre, un Afghan furieux, le président Karzaï, s'est insurgé contre les centaines de massacres similaires qui ont été perpétrés par les États Unis d'Amérique et les forces de l'OTAN sans jamais avoir été rapportés par les médias occidentaux et qui donc, sont restés impunis. Karzaï en a appelé plusieurs fois à la fin des raids des Forces Spéciales sur des villages endormis. Mais, jusqu'à maintenant, il n'y avait pas eu besoin que le président US mette la main à la patte pour dissimuler la vérité. Avec le retrait prochain des USA d'Afghanistan et les sentiments nationaux grandissant, le régime d'Obama doit cacher la vraie nature de l'occupation. Les clients afghans de Washington ne pourront plus ignorer bien longtemps les crimes de guerre étasuniens contre des femmes et des enfants innocents ou d'autres non combattants. Ce qui est surtout vrai pour les si biens nommés « villages pacifiés » où les hommes adultes Afghans avaient déjà été arrêtés lors de rafles ou obligés de se cacher et où le peu d'habitants restants sont désarmés et sous contrôle de l'armée américaine.

Prenons en compte la version officielle : pourquoi les commandants des Forces Spéciales chargés du Sgt Bales n'ont pas entendu le son des armes à feu et les cris des victimes dans un périmètre de cent mètres à 3:00 du matin ? Toujours selon la version officielle, le commandement n'aurait été alerté

des massacres que quand le Sgt Bales serait rentré à la base, aurait levé ses mains en l'air pour une vidéo de confessions à propos des meurtres et de la profanation des dix-sept corps, principalement des femmes et des enfants. Obama a essayé de vendre cette vidéo comme une preuve irréfutable de la version officielle à un président Karzaï sceptique qui a immédiatement demandé que cette dernière lui soit remise pour un examen détaillé d'authentification. Le refus d'Obama de céder la vidéo tend alors à confirmer son rôle dans la dissimulation des faits.

Obama s'auto-satisfait de son affirmation quant au fait qu'un soldat seul et déséquilibré ait commis les crimes. Cela montre de sérieux problèmes structurels dans la guerre en Afghanistan.

Là-bas, les troupes US sont démoralisées et en colère car leurs commandements militaires les ont emmenées dans un cul-de-sac, une mort certaine. Ils se sont engagés dans une longue défaite où chaque mort du côté américain fait écho à nombre d'estropiés, d'aveugles ou de traumatisés. Dans la guerre de Barack Obama, les blessés sont pansés puis recyclés dans le même hachoir à viande, dans un environnement de plus en plus hostile où le viol, la torture, la mutilation et le meurtre deviennent les seules « récréations ».

Le Sgt Bales y a été contraint lors de plusieurs opérations en Irak puis il fût expédié en Afghanistan, contrairement à ses attentes de promotion et la fin promise de ses mobilisations outre-mer.

Il y a un énorme fossé entre d'une part le monde des seigneurs de guerre de Washington et leurs complices des « lobbies bellicistes » et d'autre part celui des soldats qui risquent leurs vies dans des guerres d'occupation impériale. Ces soldats, dont on peut se passer, sont sans arrêt déployés à des fins brutales de guerres coloniales à des milliers de kilomètres de leurs maisons pour se confronter à un ennemi qu'ils ne pourront sans doute jamais comprendre. Ils finissent par brutaliser les familles, les amis, les voisins et les partisans des insaisissables combattants anticolonialistes -qui sont partout. Dans les bureaux de Washington, aucun des politiques belliqueux n'a jamais expérimenté la souffrance d'une guerre prolongée pour laquelle chaque soldat est présent sur le champ de bataille. Les soldats, comme le Sgt Bales, opèrent dans un environnement très hostile où une bombe sur le côté de la route, une grenade jetée d'une moto ou encore un « allié » Afghan qui retourne ses armes contre ses « mentors » américains, sont autant de menaces omniprésentes qui pèsent sur les chances qu'ils ont de rentrer chez eux en un seul morceau.

Obama a du comploter avec le Pentagone pour étouffer ce massacre, défendant les officiers chargés de « maintenir la paix » dans ces villages parce qu'il n'y a pas d'alternatives, pas point de non retour, pas de nouvelle recrue à engager dans une douzième année de guerre en Afghanistan. Il n'y a que des tueurs à recycler qui veulent poursuivre leur « carrière » dans les Forces Spéciales en s'impliquant dans des opérations « Kill and Destroy ». De plus, Obama ne peut pas rallier les internationaux qui s'empressent déjà de retirer leurs propres troupes de ce bourbier. Et Obama a un problème avec ses alliés Afghans, seigneurs de guerre et kleptocrates, qui prévoient de filer à l'anglaise avec plus de 4,5 milliards de dollars accumulés en 2011, soit la moitié du budget de l'Etat (Financial Times, 19/3/2012). Le président Obama ne peut pas autoriser une garnison entière, y compris les officiers, de se voir intentée un procès pour crimes de guerre à cause d'un tel massacre. Ne tenir personne pour responsable, sauf bien sûr l'infortuné Sgt Bales. L'inverse pourrait inciter une rébellion générale des forces armées, ou, au minimum, démoraliser l'élite des Forces Spéciales qui dont les hommes attendent leur désengagement au cours des prochains retraits, l'occupation de l'Afghanistan pouvant durer jusqu'en 2024.

Le problème a des implications qui vont bien au-delà de l'Afghanistan : en effet, Obama a développé sa nouvelle stratégie anti-insurrection basée sur « l'entrée facile et la sortie sanglante » (« easy entry and bloody exit ») des Forces Spéciales américaines, ciblant ainsi soixante quinze pays. Ces Forces spéciales font figure de proue dans les préparations militaires de Barack Obama concernant la Syrie et l'Iran, ces préparations ayant été développées sur ordres des suzerains sionistes.

Finalement, l'appareil militaire entier du régime d'Obama, si formidable sur le papier, dépend en réalité des équipes d'Opérations Spéciales. Aussi, elles sont la pièce maîtresse de la nouvelle guerre impériale, développée en guise de réponse aux réductions l'armée de terre, dont le budget est de plus en plus restreint et qui connaît des mécontentements au sein de sa propre organisation. Les opérations de ces Forces Spéciales sont montées de façon à ne laisser aucun témoin, ou rien qui pourrait les embarrasser. Ils peuvent être des bourreaux de femmes et d'enfants mais ce sont les bourreaux de service de la Maison Blanche...

Malgré les crimes de guerre et les dissimulations étatiques, la priorité du régime d'Obama est de les défendre avec tout ce qu'il a de valable et de personnel à sa disposition. Donc, pendant que Bales est à Leavenworth, l'élite Afghane crie à l'injustice, les familles de Kandahar pleurent leurs victimes et les Talibans préparent leur revanche.

Sur le plan interne, Obama fait face à une forte opposition à la guerre coûteuse et sans fin qui a détruit l'économie américaine et fait grandir la colère et la dépression des forces armées. Il y a un mécontentement populaire massif des Etatsunien contre les politiques des deux partis qui ont sans retenue envoyé des troupes dans d'anachroniques guerres coloniales. En guise de résultat, le président Obama a délivré un décret exécutif, l'autorisant à avoir les pleins pouvoirs dans le but de militariser l'économie, ses ressources et ses forces de travail. Le 16 mars 2012, Barack Obama a déclaré un « Ordre exécutif national de Préparation des ressources à la Défense » dans le but de subvenir à l'empire global.

Clairement, les guerres coloniales prolongées ne peuvent pas passer outre le consentement des citoyens et beaucoup d'entre elles ne devraient même pas exister selon les manuels militaires et la Convention de Genève. A partir de là, seule la loi présidentielle par décrets peut assurer la complaisance des citoyens au pays et seules les diversions peuvent maintenir les guerres coloniales à l'étranger. Mais ces mesures sont désespérées et temporaires : quand les mesures extrêmes auront fait leur temps, il n'y aura plus rien pour rebondir et rien ne pourra sauver le président de la révolte des ses concitoyens et de ses soldats contre son empire déclinant.

Article original en anglais :



[The Massacre of the Afghan 17 and the Obama Cover-Up](#)
- Prof. James Petras - 2012-03-26

Traduction: [Investig'Action](#)

James Petras est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. [Articles de James Petras publiés par Mondialisation.ca](#)

[Bookmark and Share](#)



Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs James Petras, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30679

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009